Compte Rendu du Conseil Municipal du Lundi 22 Septembre 2025

PRESENTS : Frédéric. CAUSSIL, Bruno PALLARES, Michel PRONOST, Christine CREPON, Sophie BAZIN, Annie SAUVAIRE, Antoine SAUVAIRE, Jean Christophe DUPOUX, Paul NOUGARET, Valère CACHEUX, Lucie GOT (arrivée à 18 h 40).

PROCURATIONS : Fanny BOUYS à Frédéric CAUSSIL

ABSENTS : Aline CHAMPSAUR, Fanny BOUYS

Secrétaire de séance : Antoine Sauvaire

Début de séance : 18h31

Point N° 1 : Approbation du Compte rendu du Conseil Municipal du 8 juillet 2025:

Voté à l'unanimité

Point N° 2 : Décision modificative n°1 au budget communal 2025 : Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que les crédits prévisionnels au budget primitif 2025 sont insuffisants en section d'investissement et qu'il convient de faire des mouvements de crédits à l'intérieur de la section. Ainsi, le projet de décision modificative n°1 vu en commission des finances le 18 septembre 2025. Pour un total de 29 356 €.

Voté à l'unanimité

Arrivée de Lucie GOT 18h40

Point N° 3 : Signature de l'avenant n°2 au contrat de fourniture de repas : L'avenant n°1 au contrat de fourniture de repas bio à la cantine est arrivé à son terme au 4 juillet 2025. Il a été demandé un avenant n°2 qui permet la continuité de la prestation de services pour l'année scolaire 2025/2026. Les conditions du contrat demeurent inchangées aussi bien dans les critères alimentaires que dans le prix du repas, à savoir : 5,10 € le repas ordinaire, 4,95 € le repas végétarien et 4,95 € le repas pique-nique.

Voté à l'unanimité

Point N° 4 : Renouvellement du bail commercial avec la société CEMEX Bétons Sud Ouest : La mairie de Saint Vincent de Barbeyrargues a reçu par voie d'huissier, une demande de renouvellement de bail commercial émise par la société CEMEX Bétons Sud Ouest. Le bail actuel a une échéance au 31 décembre 2025 et après consultation, il s'avère que la commune ne peut pas augmenter le loyer librement mais que cela est bien encadré. Aussi, il est proposé au conseil municipal de renouveler le bail pour une durée de neuf années entières à compter du 1er janvier 2026 aux mêmes charges et conditions, sauf qu'il faudra majorer le montant du loyer actuel (10 261,37 € / an° suivant l'indice INSEE du 2ème trimestre 2025 qui doit paraître fin septembre. Pour information, l'augmentation de loyer annuel entre 2024 et 2025 s'est élevée à 368,52 €.

Il est demandé d'indiquer dans le bail que la dénomination de l'entreprise CEMEX, actuellement mentionnée comme *Unité de traitement Prades-le-Lez*, soit remplacée par *Unité de traitement Saint-Vincent-de-Barbeyrargues*, et que cette dernière procède au débroussaillage autour du périmètre de son unité.

Voté à l'unanimité

Point N° 5 : Rapport d'activités 2024 de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup (CCGPSL) : Le rapport d'activités 2024 de la CCGPSL vous a été transmis pour communication préalable.

Voté à l'unanimité

Point N° 6 : Convention de mise à disposition de service(s) entre la commune de Saint Vincent de Barbeyrargues et la CCGPSL dans le cadre de la charte de lutte contre la cabanisation : Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal l'adhésion de la commune à la charte départementale de lutte contre la cabanisation et la protection de l'environnement par délibération du 29 janvier 2024. Ce dernier indique que la CCGPSL a décidé de mettre à disposition de la commune, les agents du service Application du Droit des Sols pour lutter contre la cabanisation, dont les constructions illégales en zone naturelle et agricole du territoire communal. Les missions seront d'apporter un appui en ingénierie et opérationnel aux agents communaux, mission non rémunérée. Il s'agit d'une assistance aux communes.

Voté à l'unanimité

Point N° 7 : Avis sur le Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information du Demandeur de logement social établi par la CCGPSL : La commune a reçu au cours de l'été, le Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information du Demandeur de logement social établi par la CCGPSL. Ce plan élaboré en concertation avec les membres de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) vise à améliorer le parcours des demandeurs de logement social en garantissant à la fois un accueil de qualité, un droit à l'information et un traitement équitable des demandes d'attribution.

Voté à l'unanimité

Point N° 8 ZAEnR : demande d'annulation de la délibération du 13 janvier 2025 : Le conseil municipal a autorisé, par délibération en date du 13 janvier 2025, le déploiement des énergies renouvelables concernant le photovoltaïque sur l'ensemble des toitures du village sauf sur le secteur UA du Plan Local d'Urbanisme. Monsieur le Maire a reçu début septembre des administrés du secteur UA. Ces derniers ont déposé une demande de déclaration préalable pour l'installation de panneaux photovoltaïques qui leur a été refusée au motif de la délibération du 13 janvier 2025. Ces administrés sollicitent l'annulation de la délibération du conseil municipal indiquant que cela est discriminatoire et pénalisant.

Contre 3 Abstention 1 Pour 8

Point N° 9 Procédure contentieuse : constitution partie civile et désignation du cabinet d'avocats : Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la commune a reçu un avis à victime suite à une enquête préliminaire du Service Interdépartemental de la Police Aux Frontières (SIPAF). En effet, le service CNI/Passeport a ouvert le 20 septembre 2023 et une personne s'est présentée en mairie le 12 octobre 2023 afin d'obtenir un passeport biométrique français. Cependant, il s'agissait d'une obtention indue de document administratif avec complicité, faux et usage de faux, escroquerie etc... Aussi, il convient de se porter partie civile pour obtenir réparation du préjudice subi et de désigner le cabinet Territoires Avocats pour défendre les intérêts de la commune dans cette affaire. Les individus en cause sont renvoyés devant l'audience collégiale du Tribunal Correctionnel de Montpellier le 22 octobre 2025.

Voté à l'unanimité

Point N° 10 : Transfert de la compétence de l'éclairage public **reporté au prochain conseil Municipal**

Point N° 11 : Proposition de vente du lot communal n°1 du lotissement Le Jardin de Marie. Un couple s'est déclaré intéressé par l'acquisition du terrain. Le conseil ne s'y oppose pas, sous réserve du prix proposé, de la préservation de la végétation existante (arbres) et du respect de l'implantation prévue pour la future maison.

Abstention 2 Pour 10

Point N° 12 : Fixation du tarif de mise à disposition des locaux communaux dans le cadre des élections politiques : Durant les campagnes électorales, les partis politiques ou les listes de candidats sollicitent la mise à disposition de salles ou d'espaces publics pour l'organisation de réunions ou animations. Les modalités de prêt de salles aux partis politiques ou autres organismes sont fixées par le code général des collectivités territoriales (CGCT). L'article L.2144-3 du CGCT dispose que « des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations ou partis politiques qui en font la demande. Le Maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public. Le Conseil Municipal fixe, en tant que de besoin, la contribution due à raison de cette utilisation.(...) » Monsieur le Maire demande au conseil municipal de fixer le tarif d'utilisation de la salle Eugénie Dubois afin que cela ne constitue pas un don prohibé au sens du code électoral. De plus, cela permettra de veiller au respect de l'égalité de traitement de tous les candidats, sans aucune distinction. Ainsi, la décision d'usage républicain de gratuité est envisageable dès lors que tous les candidats bénéficient des mêmes facilités. En ce qui concerne les modalités d'utilisation de la salle, il est préférable de conclure un contrat de location avec le candidat.

Mise à disposition gratuite de la salle, avec une caution de 1 000 €, selon l'ordre des candidatures.

Voté à l'unanimité

Information :

Pour les vacances d'été, le centre aéré affiche un taux de remplissage de 63 % pour les enfants des trois communes (Saint-Vincent, Assas et Guzargues), dont 13 à 16 enfants issus de notre commune, pour un total de 91 inscrits sur la période estivale.

Fin de séance 20h11